

Adjoint(e) chef bureau protection installations nucléaires

Ref : 2025-2115461

Fonction publique Fonction publique de l'État	Employeur Secrétariat Général	Localisation 244 BOULEVARD SAINT-GERMAIN 75007 PARIS
---	---	--

Domaine : Direction et pilotage des politiques publiques

Date limite de candidature : 26/12/2025

Nature de l'emploi Emploi ouvert aux titulaires et aux contractuels	Expérience souhaitée Confirmé		
Rémunération (fourchette indicative pour les contractuels) Non renseigné	Catégorie Catégorie A+ (Encadrement supérieur - Autres emplois fonctionnels)	Management Oui	Télétravail possible Oui

Vos missions en quelques mots

Au sein d'une équipe composée de 5 personnes, l'adjoint(e) au chef du bureau de la protection des installations nucléaires de recherche :

- Gère un portefeuille d'installations nucléaires (CEA, ANDRA, petits opérateurs du nucléaire) en lien avec les chargés de mission du bureau : instruction technique des dossiers (autorisation, modifications), pilotage des analyses techniques nécessaires aux prises de décision (en lien avec l'expert technique de la direction de l'expertise nucléaire de défense (DEND)), élaboration des prescriptions techniques réglementaires applicables, suivi des inspections et conduite

d'inspections, réunions techniques avec les opérateurs et les services de l'Etat.

Plus spécifiquement, l'adjoint(e) au chef du bureau est chargé(e), au titre de ses fonctions d'adjoint(e) :

- D'apporter son appui dans le développement et la mise en oeuvre d'une vision stratégique à l'équipe ;
- D'apporter son appui technique et réglementaire à l'équipe dans les dossiers et inspections au quotidien, afin d'assurer une cohérence dans les prises de décisions ;
- De contribuer aux missions transverses du département dont les travaux techniques et réglementaires ;
- De représenter le bureau, le département ou le SHFDS dans les différentes réunions, en concertation avec le chef de bureau ;
- D'assurer le pilotage et le suivi d'actions du bureau, en concertation avec le chef de bureau.

Vous exercez également les fonctions d'inspecteur de la sécurité des matières nucléaires (après formation, habilitation et assermentation). À ce titre, vous participez à des inspections de contrôle dans les installations et les transports de matières nucléaires pour le compte du HFDS, soit en tant qu'accompagnateur, soit en tant que pilote (préparation, réalisation de la mission d'inspection et rédaction du rapport).

Vous pouvez participer aux exercices nationaux (évaluation des opérateurs) et à la représentation de la France à l'international.

Liaisons hiérarchiques

Vous exercez vos missions sous l'autorité du chef de bureau et le remplacerez pendant son absence.

Au quotidien, vous travaillez en étroite collaboration avec les chargés de mission du bureau et les autres bureaux du département, ainsi qu'avec les directions de la sécurité des opérateurs du nucléaire et avec les directions des sites.

Vous entretenez des relations suivies avec la direction de l'expertise nucléaire de défense (DEND) et avec les autres acteurs de la sécurité (SGDSN, Police nationale, Gendarmerie nationale, direction de la sécurité civile, ministère de la Défense, préfectures...).

Profil recherché

Un profil technique, alliant des compétences en nucléaire, est plus particulièrement recherché.

Une expérience professionnelle dans le contrôle des ICPE ou du nucléaire serait un atout

supplémentaire.

Ce poste conviendrait particulièrement à un(e) ingénieur(e) divisionnaire ou susceptible de le devenir à court terme, ou un agent de niveau équivalent, souhaitant élargir son expérience dans le domaine de la sécurité nationale, appliquée au nucléaire.

Compétences techniques :

- Connaissance de l'administration centrale, de son organisation et de ses missions
- Connaissances générales en matière de prévention des risques
- Connaissance des problématiques de sûreté et de sécurité nucléaire
- Connaissance des procédures administratives
- Maîtrise des techniques d'audits, d'inspections et de contrôle
- Maîtrise de l'anglais souhaitée

Des formations, pour votre montée en compétence, seront assurées dès votre prise de poste. Un accompagnement est également prévu avec les ingénieurs séniors du département.

Compétences transversales :

- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité à rendre compte et à conseiller la hiérarchie
- Capacité rédactionnelle
- Capacité de représentation d'une autorité régionale
- Autonomie, capacité d'organisation, rigueur et réactivité

Compétences relationnelles :

- Qualités relationnelles
- Capacité d'animation
- Sens du travail en équipe et à la négociation

Éléments de candidature

Documents à transmettre

Pour postuler à cette offre, l'envoi du CV et d'une lettre de motivation est obligatoire

Personne à contacter

sylvain.breton@developpement-durable.gouv.fr

À propos de l'offre

Informations complémentaires

Pour toute précision sur le poste, contacter :

Sylvain BRETON, chef du bureau de la protection des matières et installations nucléaires de recherche et du nucléaires diffus (BPMIR)

Tél. : 01 40 81 26 27

sylvain.breton@developpement-durable.gouv.fr

Général Didier RÉMOND, chef du département de la sécurité nucléaire

Tél. : 01 40 81 90 95

didier.remond@developpement-durable.gouv.fr

Transmettre un CV et une lettre de motivation.

Conditions particulières d'exercice

Groupe RIFSEEP : groupe 2.1 (A) et 4 (A+)

N° RenoiRH : E000030309

Outre le travail en horaires de bureau, vous êtes amené(e) à vous déplacer (environ 50 jours par an) principalement sur le territoire national, par séquences de 2 ou 3 jours.

Vous participez à l'astreinte assurée par les cadres du service : mobilisation 2 à 3 semaines par an. De même, en situation de crise, vous pouvez être appelé(e) à intégrer le Centre ministériel de gestion de Crise de Roquelaure (CCR).

Compte tenu de la sensibilité des informations traitées, l'emploi est assujetti à une enquête administrative.

Télétravail : 40 jours /an

Fondement juridique

Ce poste est ouvert à tout candidat compétent, qu'il soit fonctionnaire ou non. Le recrutement d'un candidat non fonctionnaire se ferait sur le statut de contractuel, a priori pour un contrat de 3 ans (à confirmer avec le recruteur), après constat de l'absence de candidature de fonctionnaire adaptée (fondement juridique : 2° de l'article L.332-2 du code général de la fonction publique de L'Etat). A l'issue du contrat de 3 ans, il est envisageable de poursuivre en CDI ou par un autre contrat de 3 ans, sous réserve de l'accord des parties.

Statut du poste

Vacant à partir du 01/01/2026

Métier de référence

Responsable sectorielle / sectoriel

Qui sommes nous ?

Le secrétariat général (SG) des ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique rend possible la mise en œuvre des politiques nationales dans le champ de la transition écologique, de la cohésion des territoires et des enjeux maritimes.

Nos missions

Le SG garantit le bon fonctionnement des ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique.

Nos missions s'organisent autour de trois objectifs :

- fournir aux ministres et à leur administration les services essentiels à leur fonctionnement quotidien et à la conduite des politiques publiques (ressources humaines, budget, expertise juridique, numérique, communication, action européenne et internationale...) ;
- piloter et animer un grand pôle ministériel à réseau, s'appuyant sur des services déconcentrés régionaux et départementaux et exerçant la tutelle d'un grand nombre d'établissements publics ;
- innover et transformer au service d'une action ministérielle plus efficace, plus proche du terrain et orientée vers les résultats.

Nos métiers

Nos métiers embrassent l'ensemble des fonctions essentielles : finances, budget, comptabilité, ressources humaines, formation, logistique, informatique, mais aussi la stratégie, le conseil interne, la communication, l'évènementiel, l'international, la gestion et l'accompagnement de projets.

Notre action, s'exerce en France – à Paris comme en régions, dans l'Hexagone comme outre-mer – mais également dans le monde où nous portons les priorités de nos ministères dans les instances européennes et internationales.

Le SG recrute chaque année près de 200 agents sur des métiers aussi variés que passionnants. Le poste sur lequel exercer vos talents s'y trouve forcément.

Notre organisation

Le SG est constitué de dix directions, services et délégations :

- ressources humaines (DRH) ;
- affaires financières (DAF) ;
- affaires juridiques (DAJ) ;
- communication (DICOM) ;
- action européenne et internationale (DAEI) ;

- numérique (DNUM) ;
- défense et sécurité (SHFDS) ;
- pilotage et transformation des services (SPES) ;
- accessibilité (DMA) ;
- encadrement supérieur (DelCD).

Quelle que soit l'entité, vous exercerez des métiers uniques en matière d'expertise et d'innovation, mobilisés au service des stratégies de transformation des politiques publiques et du fonctionnement efficient de l'administration dans tous les domaines.

Pour en savoir plus sur l'environnement de travail et les perspectives que nous offrons, prenez connaissance de la rubrique « Nos atouts ».